

YIM SUNG-JOON

Senior Advisor chez Lee International IP & Law Group, ancien ministre adjoint des Affaires étrangères, ancien conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Kim Dae-jung

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Maintenant, Yim Sung-joon, je voudrais d'abord rappeler à tout le monde que vous avez également eu une carrière très distinguée dans le service diplomatique de votre pays, en particulier en tant que conseiller à la sécurité nationale. Les personnes avec nous ce matin ont donc beaucoup d'expérience. Je voudrais également mentionner que vous êtes l'un des plus anciens amis de la WPC et je me souviens de notre discussion dans un hôtel à Séoul en 2007, je crois, lorsque nous avons discuté de ce projet, et vous avez été l'un des tout premiers à le soutenir. Merci beaucoup pour tout. Maintenant, votre point de vue sur ce contexte de l'Indopacifique que la Corée du Sud a rejoint dernièrement, avec beaucoup d'hésitation. Comme le temps presse, vous pourriez peut-être ajouter quelques remarques sur une question plus immédiate, à savoir les derniers développements en Corée du Nord et la manière dont ils affectent ou sont perçus dans votre pays.

Yim Sung-joon

La zone géographique au sein et autour des océans Indien et Pacifique a connu récemment de nombreux changements stratégiques. L'Indopacifique en tant que concept stratégique est apparu il y a plus de dix ans, mais il n'a pas vraiment fait son entrée sur la scène internationale jusqu'à ce que le président américain Trump parle de « l'Indopacifique libre et ouvert » (FOIP) lors de sa visite en Asie en novembre 2017. Peu de temps après, l'administration américaine a officiellement remplacé le terme « Asie-Pacifique » par « Indopacifique » pour décrire la sphère stratégique américaine en Asie. Le FOIP des États-Unis est, pour faire simple, la manifestation d'une compétition hégémonique avec et d'une stratégie géopolitique contre la Chine, qui a étendu son influence sur une large région grâce à ses capacités économiques et militaires grandissantes. L'administration américaine était inquiète de voir la Chine étendre son influence depuis la mer de Chine orientale jusqu'à l'Océan Indien, réduisant de ce fait la puissance américaine mondiale et menaçant sa position de leader dans le système international à long terme. Par conséquent, les États-Unis ont déplacé leur pivot stratégique vers l'ouest depuis l'Asie Pacifique pour inclure l'Inde et la bordure de l'Océan Indien. En mai 2018, ils ont modifié leur doctrine militaire pour renommer le Commandement Américain Pacifique en Commandement Américain Indopacifique.

L'administration Biden, dont l'orientation politique est « tout sauf Trump », a cependant fidèlement hérité la stratégie indopacifique de l'administration précédente et publié son rapport de stratégie indopacifique (IPS) le 11 février 2022. Dès le début, les États-Unis ont considéré

la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et l'Inde comme des alliés clés dans leurs efforts pour promouvoir l'IPS. Outre la Corée du Sud, les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde ont lancé le dialogue de sécurité quadrilatérale, un autre composant de la stratégie américaine pour l'Indopacifique.

La vision de la région libre et ouverte de l'Indopacifique (FOIP) peut être attribuée au Premier ministre japonais Abe, qui est devenu le plus fervent avocat de la stratégie Indopacifique. Le Japon croit fermement que la menace chinoise ne se limite pas à l'espace marin mais s'étend jusqu'à son territoire. Le Japon est souvent reconnu comme le déclencheur du concept Indopacifique par le biais d'un discours prononcé par le Premier ministre Abe au parlement indien en 2007. Mais l'administration japonaise n'a pas donné suite immédiatement car Abe a perdu le pouvoir et n'est revenu à son poste de premier ministre qu'en 2012, Tokyo accordant une plus grande attention structurelle de Tokyo sur sa vision du FOIP.

L'Australie a été le premier pays à offrir des engagements concrets aux États-Unis pour sa stratégie Indopacifique. Jusqu'au milieu des années 2010, malgré des inquiétudes sur les menaces sécuritaires posées par l'expansion militaire chinoise, l'Australie n'a jamais paru envisager un équilibre traditionnel avec la Chine. À présent, les relations bilatérales entre la Chine et l'Australie sont au plus bas avec des mesures de riposte de part et d'autre dans les échanges commerciaux. Les sanctions économiques de la Chine envers l'Australie en 2020 ont amplifié le sentiment antichinois dans l'opinion publique. En réponse à la menace économique grandissante que représentait une trop grande dépendance envers la Chine, l'Australie essaie à présent des politiques de diversification des échanges commerciaux et des investissements.

Le changement de politique australien envers la Chine est un cas intéressant à étudier pour tenter de projeter l'évolution de l'ordre régional sur fond de conflit grandissant entre les États-Unis et la Chine.

À présent, je voudrais me tourner vers la pertinence de la Corée dans la stratégie indopacifique. Depuis le début, les États-Unis ont tenté de persuader la Corée du Sud de rejoindre le cadre du FOIP, mais elle s'est abstenue de tout engagement officiel. La Corée du Sud appartient géographiquement à la zone indopacifique, c'est une puissance moyenne qui possède une grande influence en tant que démocratie forte, c'est un allié solide des États-Unis et la troisième plus grosse économie de l'Asie orientale. Cependant, suite à l'effet combiné de sa politique intérieure et des contraintes stratégiques de la politique étrangère, elle est restée en retrait au cours de ces 5 dernières années. Elle vient d'annoncer formellement la mise au point de sa stratégie Indopacifique d'ici la fin de l'année, une stratégie très attendue. Lors de son discours au sommet ASEAN en novembre de cette année, le Président Yoon a présenté certains éléments clé de cette stratégie indopacifique, avec le renforcement de l'ordre international fondé sur les règles et construit sur les valeurs universelles, « J'entends créer une région indopacifique libre, paisible et prospère par la solidarité et la coopération avec l'ASEAN et d'autres pays importants ». Pourquoi est-ce que la Corée du Sud a mis tellement de temps à rejoindre l'initiative américaine pour l'Indopacifique ?

Tout d'abord, l'hésitation de la Corée du Sud était liée à ses préoccupations avec la Corée du Nord, notamment sur la question nucléaire. Avec les administrations progressives telles que celle du Président Moon, la politique étrangère et de sécurité de la Corée du Sud a toujours été dictée par les questions intercoréennes. Par conséquent, quand le FOIP des Américains est

apparu pour la première fois en 2017, la Corée du Sud était réticente car le projet semblait défavorable aux relations intercoréennes.

Deuxièmement, le FOIP américain a été conçu pour cibler l'ascension de la Chine, donc soutenir le FOIP américain aurait compliqué les relations de la Corée du Sud avec la Chine, son principal partenaire commercial et un acteur de longue date dans les relations intercoréennes.

Troisièmement, le président Moon, qui a commencé son mandat en 2017, s'est lancé dans une nouvelle initiative diplomatique appelée « la nouvelle politique du Sud » qui recoupe la région indopacifique. Peut-être pourrait-on l'appeler la version coréenne de la stratégie indopacifique. Ce faisant, la Corée du Sud a réussi à garantir son autonomie et son engagement non-militaire avec le FOIP. Avec l'arrivée de l'administration Biden, la posture de la Corée du Sud sur l'Indopacifique a commencé à changer. En mars 2020, elle a participé à sa première rencontre QUAD plus avec la Nouvelle Zélande et le Vietnam. Un autre signe plus notable de changement de cap coréen s'est produit lors du sommet de Washington entre le président Moon et le président Biden en mai 2021. Le président Moon a soutenu le cadre FOIP US en adoptant la déclaration conjointe qui contient les éléments clé de la stratégie du président Biden en Indopacifique en ce qui concerne la Chine.

Qu'est-ce qui a poussé le gouvernement du président Moon à être plus réceptif au FOIP ?

En premier lieu, la politique étrangère du président Biden portait exclusivement sur le maintien de la dominance américaine par rapport à la Chine et sur le rassemblement de ses alliés et partenaires autour d'un réseau anti-Chine. Si la Corée du Sud s'isole davantage, elle risque de mettre en péril ses relations avec la Corée du Nord, dont le processus de dénucléarisation de cette dernière, le tout dans l'indifférence américaine quant à sa politique.

Deuxièmement, face au sentiment grandissant anti-Chine, l'autonomie de la Corée du Sud entre les États-Unis et la Chine (qui demeure très ambiguë) est devenue intenable domestiquement. Quand la Chine a riposté économiquement contre la Corée du Sud pour le déploiement THAAD en 2016, la majorité des Coréens du sud ont vu la Chine comme une menace économique et militaire.

L'élection du président Yoon au début de cette année a marqué un tournant spectaculaire dans la conception d'une future stratégie indopacifique de la Corée du Sud. Le président Yoon, un candidat du parti conservateur voué à renforcer l'alliance États-Unis-Corée et à changer la relation Chine-Corée, a lourdement critiqué l'administration Moon pendant la campagne électorale pour ses positions tièdes sur la « cruauté » chinoise. À présent qu'il est au pouvoir, nous comprenons que le président Yoon fait toujours face au même problème géostratégique qui existait pendant la campagne présidentielle : les États-Unis sont un allié de la Corée du Sud, tandis que la Chine est son plus grand partenaire économique, ainsi qu'un acteur essentiel des relations intercoréennes.

Cela fait plus de six mois que le gouvernement Yoon a commencé à travailler, comme promis, sur la formulation de son propre cadre stratégique indopacifique. Les conditions mondiales et domestiques qui ont façonné l'ambiguïté stratégique de la Corée du Sud n'ont pas changé. Sur le front international, le coût d'une prise de position claire augmente à mesure que la

compétition États-Unis-Chine devient de plus en plus hostile ; si la Chine était prête à riposter pour le THAAD en 2016, d'autres signes de réalignement, comme l'entrée formelle de la Corée du Sud dans le QUAD, ne risquent pas de passer inaperçus. Domestiquement, la priorité du peuple va sur le redressement économique, pour lequel la coopération de la Chine est nécessaire.

Quelles que soient les circonstances, les principes les plus fondamentaux sur lesquels il ne faut pas transiger sont les intérêts clés nationaux. Il est donc d'une importance critique que la Corée du Sud établisse dans son cadre stratégique un ensemble de principes et de termes qui lui appartiennent pour un Indopacifique flexible, inclusif et prospère.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup, Sung-joon. Permettez-moi de résumer brièvement comment je vois la première partie de cette séance. Je pense que ce concept d'Indopacifique reflète un équilibre implicite très subtil mais aussi instable. Si je comprends bien, le problème est qu'aucun pays, notamment en Asie du Sud-Est, ne veut prendre parti trop clairement ou trop ouvertement vis-à-vis de la rivalité sino-américaine. Cependant, étant donné que l'ensemble de l'édifice est très instable, quelque chose pourrait se produire à tout moment qui forcerait en fait certains pays à devoir prendre parti. Peut-être pas tous, et je pense que l'Inde joue un rôle très particulier car elle est en train de devenir un géant. Comme le dit presque tous les jours l'actuel ministre des Affaires étrangères indien, l'Inde est fière de sa civilisation et entend faire ses propres choix par elle-même, elle ne veut aucune sorte de stratégie imposée de l'extérieur. La situation est beaucoup plus complexe pour le Japon et la Corée dont la marge de manœuvre beaucoup plus limitée. Je pense que nous parlons d'une situation très instable, ce qui n'est pas surprenant car le monde entier est instable aujourd'hui.